

Artisans, commerçants
et professionnels libéraux

L'auto-entrepreneur

Édition septembre 2015



Sommaire

- 04 Les principes**
 - Qui peut devenir auto-entrepreneur? p 4
 - Avec quelles limites de chiffre d'affaires? p 5
- 06 Les formalités**
 - Quelles sont les modalités d'inscription? p 6
 - Quels sont les choix à effectuer? p 6
 - Quelles sont les autres obligations? p 7
 - Quelle possibilité pour les indépendants déjà en activité? p 8
- 09 Les charges sociales et fiscales**
 - Quelles sont les charges sociales? p 9
 - Quelles sont les charges fiscales? p 11
 - La déclaration et le paiement des charges p 13
- 14 La protection sociale**
 - L'activité d'auto-entrepreneur est exclusive p 14
 - L'auto-entrepreneur a déjà une activité salariée p 16
 - L'auto-entrepreneur est également retraité p 16
- 18 Sortie du dispositif de l'auto-entrepreneur**
- 20 L'auto-entrepreneur en pratique**



Vous avez l'intention de vous installer en tant qu'auto-entrepreneur. Le Régime Social des Indépendants (RSI) a réuni dans ce guide les informations essentielles à connaître avant de créer votre activité.

Vous ne devez pas oublier que vous créez une entreprise avec des obligations qui peuvent varier en fonction de la nature de votre activité.

Nous souhaitons que les conseils contenus dans ce guide vous permettent de concrétiser et de réussir votre projet.

Quel est le rôle du RSI ?

Le RSI est un régime de protection sociale obligatoire qui gère l'assurance maladie des indépendants et l'assurance vieillesse des artisans et commerçants¹. Il comporte 28 caisses régionales en métropole et dans les Dom pour les artisans et commerçants et **N** 1 caisse dédiée aux professions libérales pour l'assurance maladie uniquement.

Si vous êtes auto-entrepreneur à titre exclusif, vous dépendrez du RSI pour votre assurance maladie. Votre interlocuteur sera l'organisme conventionné que vous avez choisi lors de votre inscription (cf. p 14).

Que vous soyez auto-entrepreneur à titre exclusif ou secondaire, vous obtiendrez des droits à la retraite au RSI (ou à la Cipav) en fonction de votre chiffre d'affaires (cf. p 15).

1. L'assurance vieillesse des auto-entrepreneurs exerçant une profession libérale est gérée par la Cipav (www.cipav-retraite.fr).

Les principes

• Qui peut devenir auto-entrepreneur ?

Ce dispositif permet à toute personne de créer en entreprise individuelle, sous le régime fiscal de la micro-entreprise :

- une activité commerciale ou artisanale (relevant du RSI) ;
- une activité libérale (relevant de la Cipav pour l'assurance vieillesse).

Le dispositif de l'auto-entrepreneur est particulièrement adapté aux personnes qui souhaitent tester un projet, par exemple un demandeur d'emploi ou un étudiant mais également pour un salarié du secteur privé ou un retraité en complément de son revenu.

Il est possible d'exercer une activité agricole non salariée et par ailleurs devenir auto-entrepreneur au titre d'une activité non agricole. La personne est assujettie et cotise auprès de chacun des régimes (MSA et RSI) auxquels correspondent les activités exercées.

L'auto-entrepreneur bénéficie d'une franchise de TVA : pas de facturation et pas de récupération de TVA.

Votre conjoint, marié ou pacsé, participe de manière régulière à votre activité d'auto-entrepreneur. Dans ce cas, vous devez l'indiquer au moment de votre déclaration de création ou ultérieurement auprès du Centre de formalités des entreprises (CFE) compétent (cf. p 6). Pour plus d'informations, consultez le guide « Le statut de votre conjoint ».

ATTENTION

Il n'est pas possible d'être indépendant affilié au RSI, en entreprise individuelle (ne relevant pas du régime fiscal de la micro-entreprise) ou en société et d'exercer simultanément une nouvelle activité en tant qu'auto-entrepreneur.

Certaines activités ne peuvent pas être exercées en tant qu'auto-entrepreneur, en particulier :

- agents immobiliers, marchands de biens ;
- loueurs d'immeubles nus à usage professionnel ;
- loueurs de matériel et de biens de consommation durable.



• Avec quelles limites de chiffre d'affaires ?

Pour bénéficier du régime fiscal de la micro-entreprise, le chiffre d'affaires annuel ne doit pas dépasser un certain seuil en 2015 :

→ 82 200 € HT pour les activités suivantes :

- achat/revente : achat de biens matériels pour les revendre en l'état ;
- fabrication de produits à partir de matières premières : ex. boulangerie, couture, fabrication de bijoux ;
- vente de denrées à consommer sur place ou à emporter ;
- prestations d'hébergement : hôtellerie, chambres d'hôte, location de locaux d'habitation non meublés.

→ 32 900 € HT pour les activités suivantes :

- prestations de services commerciales : ex. vente de produits incorporels (programmes informatiques) ;
- prestations de services artisanales : ex. travaux immobiliers, réparation de produits fournis par les clients ;
- location de locaux d'habitation meublés ;
- prestations de services libérales (relevant de la Cipav) : ex. conseil, traduction...¹.

À noter

Le chiffre d'affaires correspond au montant HT des marchandises, produits fabriqués et prestations de services vendus.

REMARQUE

Pour la première année, les seuils de chiffre d'affaires tiennent compte de la durée de votre d'activité.

Exemple : début d'activité le 1^{er} mai 2015 en prestations de services
 $32\,900 \text{ €} \times 245/365 = 22\,084 \text{ €}$

BON À SAVOIR

N Vous trouverez sur le site www.apce.com > Créateur > Boîte à outils, un simulateur gratuit vous permettant de savoir si l'exercice de votre activité en tant qu'auto-entrepreneur est adapté à vos prévisions de chiffre d'affaires et de charges.

1. liste des professions sur le site www.cipav-retraite.fr > Téléchargement.

Les formalités

• Quelles sont les modalités d'inscription ?

Pour déclarer votre activité en tant qu'auto-entrepreneur, vous avez deux possibilités :

→ effectuer ces formalités gratuitement par internet (avec un justificatif d'identité) sur

N www.guichet-entreprises.fr, pour les artisans et commerçants ou www.lautoentrepreneur.fr, pour les professions libérales, en créant votre compte ;

→ remplir un imprimé à adresser ou à remettre au centre de formalités des entreprises (CFE) correspondant au lieu d'exercice et à la nature de votre activité :

- en cas d'activité artisanale (Cerfa 15253*01), à la chambre de métiers et de l'artisanat ;
- en cas d'activité commerciale (Cerfa 15253*01), à la chambre de commerce et d'industrie ;
- en cas d'activité libérale (rattachée à la Cipav) (Cerfa 13821*03), à l'Urssaf ;
- en cas d'activité d'agent commercial (Cerfa 13847*03), au greffe du tribunal de commerce.

N À compter de 2016, les formalités de déclaration d'activité devront être effectuées de manière dématérialisée.

• Quels sont les choix à effectuer ?

Dans le cadre de ces formalités, vous devez si nécessaire faire les déclarations supplémentaires ou choix suivants :

- déclaration de demande Accre (cf. p 10) ;
- choix de l'option de versement des cotisations et/ou des charges fiscales (cf. p 13) ;
- choix de l'organisme conventionné pour l'Assurance maladie (cf. p 14) ;
- déclaration des ayants droit pour l'Assurance maladie ;
- option pour le versement libératoire de l'impôt sur le revenu (cf. p 11) ;
- choix du statut du conjoint (cf. p 4) ;
- déclaration d'EIRL¹ (Cerfa 14215*03, pour les artisans et commerçants ou 14214*03, pour les professions libérales).

Suite à cette déclaration, l'Insee vous attribue un numéro d'identification de votre activité (Siret) et un code qualifiant votre activité (APE). Votre entreprise est déclarée aux services fiscaux ainsi qu'aux régimes de protection sociale obligatoires (RSI, Urssaf, Cipav).

Cette déclaration constitue le point de départ des obligations sociales, fiscales et comptables.

En cas de modifications ultérieures portant sur votre identité ou activité et l'option EIRL, vous devez remplir un imprimé (Cerfa 13905*03) à adresser au CFE.

1. Les auto-entrepreneurs peuvent créer une entreprise individuelle à responsabilité limitée (EIRL) en séparant par une « déclaration d'affectation » le patrimoine professionnel, du patrimoine privé, pour protéger celui-ci. En revanche, ils ne peuvent pas opter pour le régime fiscal de l'impôt sur les sociétés, l'option pour le régime micro-fiscal étant indissociable du statut d'auto-entrepreneur : voir www.eirl.fr.



• Quelles sont les autres obligations ?

- N** Vous devez ouvrir un compte bancaire dédié à votre activité d'auto-entrepreneur (séparé de votre compte bancaire personnel).
- N** → Si vous êtes **commerçant**, vous devez vous immatriculer¹ au registre du commerce (RCS).
- N** → Si vous êtes **artisan**, vous devez vous immatriculer¹ au répertoire des métiers (RM) et suivre le stage préalable à l'installation² (coût moyen 250 €).

Dans les 2 cas, vous êtes exonéré des frais d'immatriculation.

- N** Les auto-entrepreneurs, artisans ou commerçants, déjà en activité devront s'immatriculer³ (Cerfa 15260*01) au RCS ou au RM **avant le 19 décembre 2015**.
 - Si vous exercez certaines activités artisanales, vous devez justifier de la qualification professionnelle correspondant à votre activité (liste sur le site www.lautoentrepreneur.fr > Documents utiles) (Cerfa n° 14077*01).
- N** → Vous avez commencé votre activité **avant 2015** et vous avez réalisé un chiffre d'affaires en 2014 : vous devrez payer la taxe⁴ pour frais de chambre de commerce et d'industrie ou de métiers et de l'artisanat en 2015.
- N** → Vous commencerez votre activité **en 2015** et vous réaliserez un chiffre d'affaires en 2015 : vous devrez payer cette taxe⁴ en 2016.
 - Si vous êtes **agent commercial**, vous devez vous immatriculer au registre spécial des agents commerciaux (intégré aux formalités sur papier).

Dans tous les cas, l'activité d'auto-entrepreneur ne vous dispense pas de souscrire :

- une assurance professionnelle obligatoire en fonction de l'activité exercée (**N** les références de l'assurance doivent figurer sur les devis et factures) ;
- une assurance pour garantir vos biens professionnels et ceux de vos clients.

BON À SAVOIR

Si vous exercez votre activité à titre exclusif ou principal, il est vivement recommandé, comme pour toute création d'entreprise, de préparer votre projet et de vous faire accompagner. Vous trouverez des conseils dans le guide « Objectif entreprise » édité par le RSI et sur le site internet www.apce.com.

Les imprimés et leurs notices cités dans ce guide sont téléchargeables sur les sites :

- www.lautoentrepreneur.fr > Documents utiles
- www.service-public.fr > Professionnels > Services en ligne et formulaires.

1. Sur imprimé papier : demande d'immatriculation incluse dans les formalités d'inscription - Inscription sur internet : formalités à effectuer au CFE (cf. p 6)
 2. Pour les artisans déjà en activité, dispense de suivre ce stage provisoirement maintenue jusqu'au 19 décembre 2015.
 3. Formalité à effectuer au CFE (cf. p 6).
 4. Sauf si vous êtes loueur en meublés – Taxe calculée en pourcentage du chiffre d'affaires, taux variable suivant la nature de l'activité, pour plus d'informations, consultez le site www.lautoentrepreneur.fr > Questions-Réponses > 5 Déclaration.

• Quelle possibilité pour les indépendants déjà en activité ?

Vous êtes artisan, commerçant ou professionnel libéral (affilié à la Cipav) : vous pouvez également demander à bénéficier du dispositif de l'auto-entrepreneur si vous exercez votre activité (artisanale ou commerciale ou libérale) sous le régime fiscal de la micro-entreprise.

Vous devez effectuer cette démarche :

- si vous êtes en activité depuis moins de 3 mois, au plus tard le dernier jour du 3^e mois pour une application immédiate ;
- si vous êtes en activité depuis plus de 3 mois, au plus tard le 31 décembre pour une application au 1^{er} janvier de l'année suivante.

Pour cela, vous devez remplir un formulaire d'adhésion :

- en ligne sur www.lautoentrepreneur.fr ;
- en le retournant à votre caisse RSI (pour les activités artisanales ou commerciales) ou à votre Urssaf (pour les activités libérales).

Si vous avez des questions sur les formalités de l'auto-entrepreneur, vous pouvez consulter www.lautoentrepreneur.fr > Questions/réponses ou S'inscrire pour déclarer et payer ou Déclarez et payez en ligne.

RSI: appel à la vigilance!

Des sociétés dont les noms ou les sigles sont proches de celui du RSI peuvent vous adresser des bulletins de cotisations ou d'adhésion ambigus. S'ils ne comportent pas votre numéro de Sécurité sociale, ils sont sans lien avec votre protection sociale obligatoire.





Les charges sociales et fiscales

• Quelles sont les charges sociales ?

Les modalités de calcul des cotisations

L'auto-entrepreneur bénéficie d'un régime simplifié de calcul et de paiement des cotisations et contributions sociales obligatoires.

Chaque mois ou chaque trimestre¹, selon votre choix, vous devez calculer et payer l'ensemble de vos charges sociales personnelles en fonction de votre chiffre d'affaires réalisé au cours de cette période selon les pourcentages suivants :

**NOUVEAUX
TAUX EN BAISSSE**

- **13,3 %** pour une activité d'achat/revente, de vente de denrées à consommer sur place et de prestations d'hébergement (BIC), à l'exception de la location de locaux d'habitation meublés dont le taux est de 22,9 % ;
- **22,9 %** pour les prestations de services (BIC et BNC) ;
- **22,9 %** pour les activités libérales relevant de la Cipav (BNC).

Les charges sociales ainsi calculées sont définitives et ne feront pas l'objet de régularisation contrairement aux modalités de calcul classiques.

Le forfait social comprend **toutes les cotisations** relatives à votre protection sociale obligatoire :

- maladie-maternité ;
- indemnités journalières² ;
- CSG-CRDS ;
- allocations familiales ;
- retraite de base ;
- retraite complémentaire obligatoire ;
- régime invalidité et décès.

Vous devez aussi payer :

→ **une contribution à la formation professionnelle** calculée en pourcentage de votre chiffre d'affaires avec les taux suivants : 0,10 % pour les commerçants ; 0,30 % (0,17 % en Alsace) pour les artisans ; 0,20 % pour les professionnels libéraux ;

N → **une taxe pour frais de chambre** de commerce et d'industrie ou de métiers et de l'artisanat, si vous êtes artisan ou commerçant (cf. p 7).

Vous bénéficiez du droit à la formation professionnelle à condition d'avoir déclaré un chiffre d'affaires positif au cours des 12 derniers mois : vous devez demander votre attestation auprès de votre caisse RSI³ (artisan ou commerçant) ou de votre Urssaf (profession libérale)⁴.

1. 31 janvier, 30 avril, 31 juillet et 31 octobre.

2. Uniquement pour les artisans et commerçants.

3. Demande sur www.rsi.fr > Mon compte > Mes cotisations > Attestations.

4. Demande sur votre compte sur www.lautoentrepreneur.fr.

Les exonérations

En tant qu'auto-entrepreneur, vous pouvez bénéficier de l'**aide à la création d'entreprise (Accre)** (Cerfa n° 13584*02) si vous êtes demandeur d'emploi ou bénéficiaire de minima sociaux (pour plus d'information sur l'Accre, consultez le site www.apce.com).

Le cumul de l'exonération Accre et du dispositif de l'auto-entrepreneur se traduit par l'application de taux spécifiques minorés pour le calcul et le paiement de vos cotisations et contributions sociales personnelles :

NOUVEAUX
TAUX EN BAISSSE

Activité	Taux de cotisations ¹		
	Jusqu'à la fin du 3 ^e trimestre civil suivant celui de la date d'affiliation	Au cours des 4 trimestres civils suivant la première période	Au cours des 4 trimestres civils suivant la seconde période
Vente de marchandises (BIC)	3,4 %	6,7 %	10 %
Prestations de services (BIC/BNC)	5,8 %	11,5 %	17,2 %
Activités libérales relevant de la Cipav (BNC)	5,8 %	11,5 %	17,2 %

1. La contribution à la formation professionnelle (cf. p 9) est à ajouter ainsi que la taxe pour frais de chambre de commerce et d'industrie ou de métiers et de l'artisanat, sous conditions (cf. p 7).

ATTENTION

En cas de dépassement des seuils de chiffre d'affaires, vous perdez définitivement le bénéfice de l'Accre et des taux minorés au premier jour du mois ou du trimestre qui suit le dépassement. Les cotisations dues sur la part du chiffre d'affaires excédant ces seuils font l'objet d'une régularisation par application des taux pleins du régime de l'auto-entrepreneur. Il n'y a pas cumul entre les autres exonérations accordées aux travailleurs indépendants et le dispositif de l'auto-entrepreneur mais succession dans le temps de l'effet de ces mesures. Le bénéfice des exonérations s'applique prioritairement. Les taux de l'auto-entrepreneur s'appliqueront à la fin de ces exonérations.



• Quelles sont les charges fiscales ?

L'impôt sur le revenu

Option pour le versement libératoire de l'impôt sur le revenu

Sur option, l'auto-entrepreneur peut payer chaque mois **ou** chaque trimestre l'impôt sur le revenu (IR) lié à cette activité en fonction d'un pourcentage de son chiffre d'affaires :

- 1 % si l'activité principale est l'achat/revente, la vente à consommer sur place et la prestation d'hébergement (BIC), à l'exception de la location de locaux d'habitation meublés dont le taux est de 1,7 % ;
- 1,7 % si l'activité principale est une activité de services relevant des bénéfices industriels et commerciaux (BIC) ;
- 2,2 % pour les autres prestations de services (BNC).

Pour y prétendre, votre revenu fiscal de référence ne doit pas excéder 26 631 € par part de quotient familial en 2013.

Vous pouvez opter aussi en cours d'activité, sur demande écrite à votre caisse RSI (artisan ou commerçant) ou à votre Urssaf (profession libérale) :

- au plus tard le dernier jour du 3^e mois suivant celui de la création ;
- avant le 31 décembre de l'année pour une application l'année suivante.

Vous trouverez sur le site www.impots.gouv.fr > Simulateurs, un outil de calcul de l'impôt sur le revenu qui vous aidera à choisir le mode de paiement adapté à votre situation.

Récapitulatif : calcul du forfait social et de l'impôt sur le revenu¹.

Activité	Charges sociales	Versement libératoire de l'impôt sur le revenu	Total
Vente de marchandises (BIC)	13,3 %	1 %	14,3 %
Prestations de services commerciales ou artisanales (BIC)	22,9 %	1,7 %	24,6 %
Autres prestations de services ² (BNC)	22,9 %	2,2 %	25,1 %
Activités libérales relevant de la Cipav (BNC)	22,9 %	2,2 %	25,1 %

1. La contribution à la formation professionnelle (cf. p 9) et la taxe pour frais de chambre de commerce et d'industrie ou de métiers et de l'artisanat, sous conditions (cf. p 7) sont à ajouter.

2. Activités rattachées, par décret, au régime des artisans et commerçants (agents commerciaux, audioprothésistes, massage de bien-être...).

Incidence sur la déclaration de revenus

→ **Vous avez opté pour le versement libératoire** : votre chiffre d'affaires ne sera pas pris en compte pour le calcul de l'impôt sur le revenu mais pour celui de votre revenu fiscal de référence.

→ **Vous n'avez pas opté pour le versement libératoire** : les services fiscaux appliqueront automatiquement sur votre chiffre d'affaires un des abattements forfaitaires du régime micro-entreprise (71 % en cas de vente de marchandises, 50 % en cas de prestations de services BIC, 34 % en cas de prestations de services BNC). Votre chiffre d'affaires après abattement sera considéré comme votre bénéfice et sera intégré aux autres revenus de votre foyer pour le calcul de l'impôt. Aucune déduction n'est possible avec ce régime fiscal.

Dans les 2 cas, vous devez déclarer votre chiffre d'affaires avec les autres revenus de votre foyer sur l'imprimé 2042 C PRO (Déclaration de revenus annexe à la 2042).

Renoncement au prélèvement libératoire de l'impôt sur le revenu

Vous pouvez renoncer à cette option avant le 31 décembre de l'année pour une application au 1^{er} janvier de l'année suivante sur demande écrite à votre caisse RSI (artisan ou commerçant) ou à votre Urssaf (profession libérale).

La TVA

L'auto-entrepreneur bénéficie d'une franchise de TVA : dispense de facturation de la TVA, en contrepartie pas de récupération de la TVA sur les achats.

Les factures doivent porter la mention « TVA non applicable - article 293 B du CGI » (Code général des impôts).

La cotisation foncière des entreprises¹

Vous payez cette cotisation à partir de la 2^e année d'activité. Certaines activités sont exonérées de cette taxe. Cette cotisation est basée sur la valeur locative des locaux et terrains utilisés dans le cadre de l'activité professionnelle. Le taux de la cotisation foncière des entreprises varie suivant les communes. Une déclaration initiale est à effectuer sur l'imprimé 1447 C l'année de la création.

BON À SAVOIR

N En cas de chiffre d'affaires nul en 2012 et 2013, vous bénéficiez d'une dispense automatique de cette taxe. Cette dispense pourra être accordée sur demande au service des impôts des entreprises pour les années suivantes si vous justifiez d'une absence d'activité depuis que vous avez débuté.

Pour plus d'informations, consultez :

- le site www.service-public.fr > Professionnels > Fiscalité ;
- le service des impôts des entreprises de votre lieu d'activité (www.impots.gouv.fr > Nous contacter).

N 1. Avis d'impôt uniquement sur « l'espace professionnel » à créer sur www.impots.gouv.fr et paiement dématérialisé obligatoire.



• La déclaration et le paiement des charges

Au moment de la création, vous choisissez de déclarer et payer vos charges sociales et éventuellement l'impôt sur le revenu mensuellement ou trimestriellement :

→ en adressant, avant chaque date d'échéance, le formulaire de déclaration complété et accompagné de votre règlement :

- au centre de paiement RSI, si vous êtes artisan ou commerçant,
- à l'Urssaf, si vous exercez une profession libérale rattachée à la Cipav ;

→ en effectuant ces formalités gratuitement par internet sur le site www.lautoentrepreneur.fr (transfert vers www.net-entreprises.fr).

ATTENTION

En 2015, si votre chiffre d'affaires de l'année 2014 est supérieur à 41 100 € (activité de vente) ou 16 450 € (prestations de services), vous devez obligatoirement effectuer la déclaration et le paiement de vos charges par internet.

Si vous déclarez et payez vos charges sur internet, vous bénéficiez des **avantages suivants** :

- réception d'un courriel pour vous prévenir de la date de chaque échéance ;
- calcul automatique des charges à partir du chiffre d'affaires ;
- prélèvement de votre compte bancaire à la date de l'échéance.

BON À SAVOIR

Le premier paiement des charges interviendra après un délai minimum de 90 jours suivant la date de début d'activité. Vous devez attendre de recevoir un premier courrier de déclaration. **Vous devez provisionner le montant dû car il sera à payer en totalité pour cette période.**

Exemple : début d'activité le 1^{er} septembre 2015 avec la déclaration trimestrielle : première échéance le 31 janvier 2016, pour déclarer le CA du 1^{er} septembre au 31 décembre 2015.

Vous devez déclarer, suivant la périodicité choisie, votre chiffre d'affaires même s'il est nul. Vous encourez une pénalité en cas de retard ou de défaut de déclaration (48 € en 2015).

Les auto-entrepreneurs ayant opté pour la télédéclaration sur internet peuvent accéder à leurs déclarations à partir du site www.lautoentrepreneur.fr.

Les auto-entrepreneurs peuvent consulter leurs données personnelles :

- s'ils sont artisans ou commerçants, sur le site www.rsi.fr > Mon compte ;
- s'ils exercent une profession libérale, sur le site www.lautoentrepreneur.fr.

Pour plus d'informations, consultez le « Mode d'emploi de la dématérialisation » sur www.lautoentrepreneur.fr en page d'accueil.

La protection sociale

• L'activité d'auto-entrepreneur est exclusive

Vous bénéficiez de la même couverture sociale que les autres professions indépendantes.

Pour l'assurance maladie-maternité

- Elle sera gérée par le RSI que vous soyez artisan, commerçant ou professionnel libéral.
- Les prestations maladie en nature sont identiques à celles des salariés (médicaments, soins, hospitalisations...).
- Vous bénéficiez également de prestations maternité et paternité en cas de naissance ou d'adoption.
- Les droits aux prestations d'indemnités journalières maladie (uniquement si vous êtes artisan ou commerçant) sont soumis aux conditions habituelles des travailleurs indépendants.

BON À SAVOIR

Le RSI délègue le versement de vos prestations maladie-maternité à un organisme conventionné (mutuelle ou groupement de sociétés d'assurances) que vous avez choisi lors de votre immatriculation au CFE (cf. p 6) ou sur internet. Vous devez envoyer vos feuilles de soins à cet organisme pour obtenir le remboursement de vos prestations maladie si la carte Vitale n'a pas été utilisée.

POUR RAPPEL

Pour pouvoir bénéficier des indemnités journalières maladie, vous devez être affilié au RSI au titre de l'assurance maladie **depuis au moins un an**.

Le montant de l'indemnité journalière est égal à 1/730 du revenu d'activité annuel moyen des 3 dernières années civiles, dans la limite du plafond annuel de la Sécurité sociale.

N Depuis le 4 février 2015, si ce revenu est supérieur ou égal à 3 698 €, l'indemnité journalière est comprise entre 5,07 € et 52,11 € en 2015. En cas de revenu inférieur à 3 698 €, l'indemnité journalière est nulle.

En tant qu'auto-entrepreneur, votre revenu est égal à votre chiffre d'affaires après l'abattement forfaitaire du régime micro-entreprise: 71 % en cas de vente de marchandise, 50 % en cas de prestations de services BIC, 34 % en cas de prestations de services BNC.



EXEMPLE

1. Chiffre d'affaires moyen : 10 000 € pour une activité de vente de marchandise
 Revenu pris en compte après abattement : $10\,000\text{ €} \times (100\% - 71\%) = 2\,900\text{ €}$ revenu inférieur à 3 698 €.
 Le montant de l'indemnité journalière est nul.
2. Chiffre d'affaires moyen : 55 000 € pour une activité de vente de marchandises
 Revenu pris en compte après abattement : $52\,000\text{ €} \times (100\% - 71\%) = 15\,950\text{ €}$
 Calcul de l'indemnité journalière : $15\,950\text{ €} \times 1/730 = 21,85\text{ €}$
 Le montant de l'indemnité journalière est égal à 21,85 €.

Pour plus d'informations, consultez les dépliants « Vos prestations maladie », « L'assurance maternité » et « Les indemnités journalières ».

Pour la retraite de base et la retraite complémentaire

Vous allez acquérir des droits au RSI (si vous êtes artisan ou commerçant) ou à la Cipav (si vous êtes professionnel libéral) en fonction de votre chiffre d'affaires. Vous bénéficiez de la compensation de l'État. Vos droits à la retraite de base et à la retraite complémentaire seront validés en fonction des cotisations que vous auriez normalement dû régler dans le régime de droit commun.

Les règles sont les suivantes pour valider des trimestres de retraite.

Caisse de retraite	Activité	Abattement applicable sur le chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires à réaliser en 2015 pour valider			
			1 trimestre	2 trimestres	3 trimestres	4 trimestres
RSI	Vente/hôtellerie/ restaurant BIC	71 %	La validation d'un trimestre d'assurance n'étant pas liée au seul chiffre d'affaires, contactez votre caisse de retraite (RSI ou Cipav) pour obtenir l'information.	9 942 €	14 913 €	19 883 €
RSI	Prestations de services BIC	50 %		5 766 €	8 649 €	11 532 €
RSI	Prestations de services BNC	34 %		4 369 €	6 553 €	8 737 €
Cipav	Activité libérale (BNC)					

À noter

Dans tous les cas, les droits sont validés sous réserve que vous ayez réglé, le cas échéant, vos cotisations dues.

Pour les prestations d'allocations familiales

Les prestations sont gérées par la caisse d'allocations familiales et sont identiques à celles des salariés.

• L'auto-entrepreneur a déjà une activité salariée

Pour l'assurance maladie-maternité

Vous restez affilié au régime salarié pour votre assurance maladie-maternité qui procédera à vos remboursements maladie, au versement de vos prestations maternité/paternité et de vos indemnités journalières salariées. **N** Vous pouvez aussi opter pour l'assurance maladie du RSI.

Pour la retraite de base et complémentaire

Vous acquérez des droits au RSI (si vous êtes artisan ou commerçant) ou à la Cipav (si vous exercez une profession libérale) pour votre activité d'auto-entrepreneur en fonction de votre chiffre d'affaires (cf. p 15).

• L'auto-entrepreneur est également retraité

Vous devez remplir les conditions suivantes pour cumuler sans restriction votre pension avec une activité professionnelle (dispositif du cumul emploi-retraite) :

- avoir liquidé l'ensemble de vos pensions de retraite auprès des régimes obligatoires ;
- avoir l'âge légal du départ à la retraite et une pension à taux plein ou l'âge du taux plein ;
- remettre à votre régime de retraite une attestation de cessation d'activité en demandant à bénéficier à titre dérogatoire du cumul emploi-retraite.

Pour plus d'informations, consultez le dépliant « Cumulez votre retraite artisanale ou commerciale avec un revenu professionnel » ou renseignez-vous auprès des caisses qui vous versent vos pensions.

Vos droits aux prestations

Pour l'assurance maladie-maternité

Vous restez affilié au régime dont vous relevez au titre de votre retraite. C'est auprès de ce dernier que vous bénéficierez des prestations en nature et, le cas échéant, sous certaines conditions, des prestations en espèces maladie-maternité.



Pour la retraite de base et complémentaire

N À partir du moment où la retraite est liquidée pour un régime, il n'est plus possible d'obtenir de nouveaux droits dans ce régime et à partir de 2015, dans un autre régime (sauf si vous avez pris votre retraite avant le 1^{er} janvier 2015).

BON À SAVOIR

Si vous êtes auto-entrepreneur et en même temps salarié, retraité ou étudiant, n'oubliez pas de cocher la case correspondante dans le cadre « Déclaration sociale » de la déclaration de début d'activité (cf. p 6).

Cas particulier du bénéficiaire d'une pension d'invalidité

Vous pouvez cumuler votre pension versée par le RSI avec l'activité de votre choix. Vous devez informer votre caisse RSI de toute reprise d'activité. Cependant, vos revenus professionnels ne doivent pas dépasser certains plafonds :

NOUVELLES RÈGLES

- pour la pension d'incapacité au métier, montant du revenu < 3 fois le montant de la pension ;
- pour la pension d'invalidité totale et définitive, montant du revenu < 1,4 fois le montant de la pension.

En cas de dépassement, votre pension pourrait être réduite ou suspendue.

Pour plus d'informations, consultez le site www.rsi.fr > Cotisations > Auto-entrepreneurs > Qui peut devenir auto-entrepreneur ? ou renseignez-vous auprès de la caisse qui vous verse votre pension d'invalidité.



Sortie du dispositif de l'auto-entrepreneur

• Cessation d'activité et radiation

Vous devez faire votre déclaration de cessation d'activité au centre de formalités des entreprises (CFE) compétent (imprimé Cerfa n° 13905*03) ou sur le site www.lautoentrepreneur.fr.

La **dernière déclaration** de chiffre d'affaires doit être effectuée :

- en cas de **périodicité mensuelle**, à la fin du mois suivant la cessation d'activité ;
- en cas de **périodicité trimestrielle**, à la fin du mois suivant le trimestre civil de cessation d'activité.

Exemple : cessation d'activité le 1^{er} septembre avec un paiement trimestriel : déclaration le 31 octobre du chiffre d'affaires réalisé du 1^{er} juillet au 1^{er} septembre.

• Dépassement du seuil maximum du chiffre d'affaires

→ La **première année d'activité**, si vous dépassez les seuils de chiffre d'affaires (voir remarque p 5) du régime fiscal de la micro-entreprise (82 200 € pour les activités de vente ou 32 900 € pour les prestations de services), **vous perdez le bénéfice du dispositif de l'auto-entrepreneur dès l'année suivante.**

→ **Les années suivantes**, si votre chiffre d'affaires dépasse les seuils applicables pour le régime fiscal de la micro-entreprise, vous continuez à bénéficier de ce régime fiscal et du régime micro-social pendant les deux premières années au cours desquelles ce dépassement est constaté, à condition que vous ne réalisiez pas un chiffre d'affaires supérieur aux seuils de TVA, soit 90 300 € (pour les activités de vente) ou 34 900 € (pour les prestations de services) pour une année complète.



Après ces deux années, si votre chiffre d'affaires excède ces seuils :

- vous avez alors l'obligation de vous immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers dans les 2 mois qui suivent la fin du bénéfice du régime micro-social simplifié, si vous n'avez pas encore rempli cette formalité (cf. p 7) ;
- le régime du micro-social simplifié cesse au 31 décembre de l'année de dépassement ;
- vous êtes assujetti au paiement de la TVA à compter du 1^{er} jour du mois du dépassement ;
- le régime du versement libératoire de l'impôt sur le revenu cesse rétroactivement au 1^{er} janvier de l'année de dépassement.

À noter

Si vous ne pouvez plus bénéficier du dispositif de l'auto-entrepreneur, vous relevez du régime social de droit commun des indépendants. Vous serez alors informé de ce changement par lettre recommandée avec AR.

Vos cotisations sociales seront calculées de la façon suivante :

- si vous avez commencé votre activité il y a plus de 2 ans : sur la base de vos revenus d'auto-entrepreneur de l'année N-2 ;
- si vous avez commencé votre activité il y a moins de 2 ans : sur une base forfaitaire de début d'activité.

Ces cotisations seront ensuite régularisées quand votre revenu réel sera connu.

BON À SAVOIR

Sortie du régime du versement libératoire de l'impôt sur le revenu suite au dépassement du plafond des revenus du foyer fiscal.

Si le montant du revenu de référence du foyer fiscal excède la limite de 26 631 € par part de quotient familial (revenu de référence 2013), vous ne perdez le bénéfice du versement libératoire de l'impôt sur le revenu qu'au titre de la deuxième année civile suivant le dépassement (à partir de 2015 pour un dépassement du revenu 2013).

• Radiation en cas d'absence de chiffre d'affaires pendant 24 mois

Si, en tant qu'auto-entrepreneur, vous ne réalisez aucun chiffre d'affaires pendant 24 mois consécutifs ou 8 trimestres civils, vous serez radié automatiquement du dispositif de l'auto-entrepreneur. Vous serez prévenu par courrier avant votre radiation.

Si vous souhaitez poursuivre votre activité, vous êtes tenu d'effectuer vos démarches auprès du centre de formalités des entreprises compétent (cf. p 6) pour exercer en tant qu'indépendant classique.

L'auto-entrepreneur en pratique

Ces différents exemples vous donnent une illustration du montant des cotisations et contributions sociales à la charge d'un travailleur indépendant en fonction de la nature de son activité, de son chiffre d'affaires et de son régime fiscal.

Ils ne correspondent pas nécessairement à votre situation particulière.

L'objectif est de mettre en relief l'ensemble des éléments à prendre en compte pour le choix de votre régime fiscal qui conditionnera vos éventuelles options pour le régime social des cotisations.

ATTENTION, les exemples ci-après ne tiennent pas compte :

- des éventuelles exonérations applicables (Accre cf. p 10...);
- du versement libératoire de l'impôt sur le revenu pour l'auto-entrepreneur;
- des bases forfaitaires de première et deuxième année d'activité pour le calcul des cotisations et contributions sociales selon le droit commun;
- du montant des cotisations sociales de l'année précédente, pour le calcul de la CSG-CRDS (basé uniquement sur le revenu).

EXEMPLE 1

Auto-entrepreneur avec une activité principale de prestations de services commerciales avec un chiffre d'affaires de 20 000 €

	Auto-entrepreneur	Micro-entreprise	Régime réel
Assiette de calcul des cotisations et contributions sociales	CA ¹ = 20 000 €	CA avec abattement micro BIC de 50 % ² , soit 20 000 € x 50 % = 10 000 €	Estimation du bénéfice réel simplifié ³ correspondant à 60 % du CA, soit 20 000 € x 60 % = 12 000 €
Mode de calcul des cotisations	Taux forfaitaire de 22,9 %	Calcul des cotisations selon le droit commun en prenant en compte les assiettes minimales (régime de croisière)	
	+ 0,10 % de CFP ⁴		
Cotisations à régler	4 600 €	4 436 €	5 283 €

1. Chiffre d'affaires.

2. Abattement forfaitaire BIC prestations de services.

3. ATTENTION, il s'agit d'une estimation des frais professionnels réellement dégagés dans le cadre de l'exercice de l'activité.

4. La taxe pour frais de chambre de commerce et d'industrie est à payer en plus, sous conditions (cf. p 7).



EXEMPLE 2

Auto-entrepreneur avec une activité principale de vente avec un chiffre d'affaires de 30 000 €

	Auto-entrepreneur	Micro-entreprise	Régime réel
Assiette de calcul des cotisations et contributions sociales	CA ¹ = 30 000 €	CA avec abattement micro BIC de 71 % ² , soit 30 000 € x 29 % = 8 700 €	Estimation du bénéfice réel simplifié ³ correspondant à 20 % du CA, soit 30 000 € x 20 % = 6 000 €
Mode de calcul des cotisations	Taux forfaitaire de 13,3 %	Calcul des cotisations selon le droit commun en prenant en compte les assiettes minimales (régime de croisière)	
	+ 0,10 % de CFP ⁴		
Cotisations à régler	4 020 €	3 888 €	2 763 €

1. Chiffre d'affaires.
2. Abattement forfaitaire BIC prestations de services.
3. ATTENTION, il s'agit d'une estimation des frais professionnels réellement dégagés dans le cadre de l'exercice de l'activité.
4. La taxe pour frais de chambre de commerce et d'industrie est à payer en plus, sous conditions (cf. p 7).

EXEMPLE 3

Auto-entrepreneur avec une activité secondaire de prestations de services commerciales (activité principale salariée) avec un chiffre d'affaires de 8 000 €

	Auto-entrepreneur	Micro-entreprise	Régime réel
Assiette de calcul des cotisations et contributions sociales	CA ¹ = 8 000 €	CA avec abattement micro BIC de 50 % ² , soit 8 000 € x 50 % = 4 000 €	Estimation du bénéfice réel simplifié ³ correspondant à 40 % du CA, soit 8 000 € x 40 % = 3 200 €
Mode de calcul des cotisations	Taux forfaitaire de 22,9 %	Calcul des cotisations selon le droit commun en prenant en compte les assiettes minimales en régime de croisière (sauf pour la maladie-maternité: en cas d'activité principale salariée, calcul sur le revenu réel et absence de cotisations pour les indemnités journalières) ⁵	
	+ 0,10 % de CFP ⁴		
Cotisations à régler	1 840 €	1 835 €	1 546 €

1. Chiffre d'affaires.
2. Abattement forfaitaire BIC prestations de services.
3. ATTENTION, il s'agit d'une estimation des frais professionnels réellement dégagés dans le cadre de l'exercice de l'activité.
4. La taxe pour frais de chambre de commerce et d'industrie est à payer en plus, sous conditions (cf. p 7).
5. La CFP due au titre de 2014 est à payer en 2015. La dispense de CFP pour faibles revenus reste applicable en 2015.

COMPARATIF DES STATUTS DE L'ENTREPRENEUR INDIVIDUEL

Statut fiscal	Régime de la micro-entreprise	
	Auto-entrepreneur	Entrepreneur individuel
Calcul de cotisations	<p>Régime déclaratif micro-social simplifié, application d'un taux forfaitaire¹ sur le chiffre d'affaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 13,3 % achat/revente • 22,9 % prestations de services artisanales et commerciales • 22,9 % autres prestations de services • 22,9 % activités libérales relevant de la Cipav <p>Possibilité d'option pour le versement libératoire de l'impôt sur le revenu :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 % achat/revente • 1,7 % prestations de services artisanales et commerciales • 2,2 % autres prestations de services • 2,2 % activités libérales relevant de la Cipav 	<p>Régime classique pour le calcul des cotisations sur le revenu professionnel = chiffre d'affaires après abattement pour frais professionnels en fonction de la nature de l'activité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 71 % BIC pour les activités d'achat/revente • 50 % BIC pour les prestations de services • 34 % BNC
Assiettes minimales de cotisations	<p>Non</p> <p>Pas de chiffre d'affaires = pas de cotisations</p>	Oui
Cotisation foncière des entreprises	<p>1^{re} année : pas de paiement</p> <p>2^e année : abattement de 50 % sur la base de calcul^{2,3}</p>	<p>1^{re} année : pas de paiement</p> <p>2^e année : abattement de 50 % sur la base de calcul²</p>
	<p>Années suivantes : calcul normal²</p>	<p>Années suivantes : calcul normal²</p>
TVA	Pas de TVA	Pas de TVA

1. À ajouter, contribution à la formation professionnelle (CFP) (cf. p 9) et taxe pour frais de chambre de commerce et d'industrie ou de métiers et de l'artisanat sous conditions (cf. p 7).

2. Exonération possible pour certaines activités.

3. Il existe différents cas de dispense de cette cotisation (cf. p 12).



Régime réel

Entrepreneur individuel

Régime classique pour le calcul des cotisations sur le revenu professionnel = chiffre d'affaires après abattement des frais professionnels réellement engagés

Oui

1^{re} année: pas de paiement
2^e année: abattement de 50 % sur la base de calcul²

Années suivantes:
calcul normal²

Pas de TVA si le chiffre d'affaires n'excède pas les seuils du régime micro fiscal (82 200 € achat/vente, 32 900 € prestations de services)



Pour joindre le RSI au téléphone du lundi au vendredi

→ Artisans et commerçants :

- pour les prestations et les services **3648** Service gratuit + prix appel

- pour les cotisations **3698** Service gratuit + prix appel

de 8 h à 17 h

→ Professionnels libéraux :

nouveau numéro depuis le 1^{er} juin 2015 :

0 809 400 095 Service gratuit + prix appel de 8 h à 17 h

Vous êtes artisan ou commerçant,
le RSI est votre interlocuteur social unique
pour toute votre protection sociale
personnelle obligatoire.

Vous exercez une profession libérale,
le RSI gère votre assurance
maladie-maternité.

VOTRE CAISSE

